

## Les sous doués

L'Express – Humeur - Sylvain Ranjalahy -26/10/12

Un GST, un général sans travail. Voilà le futur poste du président du Conseil supérieur de la Transition secoué par un vent de contestation et qui finira, selon toute vraisemblance, par quitter son poste avec tout le bureau permanent. Une issue extrême étant donné que les généraux qui quittent leur poste sont généralement recasés, ailleurs

Une triste fin pour celui qui s'est battu corps et âme dans la destitution de l'ancien président. Dolin Rasolosoa était aux avant-postes lors de la tuerie à Ambohitsorohitra le 7 février 2009. Il était à la tête des meneurs des manifestants TGV qui négociaient avec les gardes présidentielles et on ignore, jusqu'à aujourd'hui, comment lui et les parlementaires à ses côtés, ont pu sortir indemnes de cette tragédie alors qu'ils auraient dû être les premières victimes. C'est donc en toute logique qu'il s'est retrouvé à la tête de l'une des institutions de la Transition pour bons et loyaux services.

Après un premier « mandat », il avait fait l'objet d'une conspiration lors de la recomposition du CST après la signature de la Feuille de route. Il n'incarnait plus le consensus ni le partage du pouvoir mais avait réussi à se faire élire malgré la présence d'autres candidats préférés de la mouvance présidentielle. Pour le moment on ignore celui qui tire les ficelles derrière cette mobilisation des membres du CST. Ce qui est certain, c'est qu'on lui reproche de ne pas défendre les intérêts et l'image de cette institution ou plutôt ceux de ses membres. Il est accusé de mollesse et d'apathie face à l'indifférence du gouvernement devant les revendications des parlementaires.

On l'aura compris, il est pris pour responsable de l'absence de budget pour cette session ordinaire. Les cinq sessions extraordinaires ont fini par épuiser la réserve financière du CST qui demande remboursement au gouvernement. Pour le moment, ce dernier fait la sourde oreille, un comportement qui excède les membres du CST. L'éviction de Dolin Rasolosoa et de son équipe ressemble ainsi à un signal fort sinon un avertissement au gouvernement.

L'équipe qui se mettra en place n'entend pas faire dans la dentelle. Le vote de la loi de finances risque d'être compromis ainsi que celui de tous les textes relatifs aux élections si le gouvernement ne débloque pas les sous et le plus vite sera le mieux. L'intention est claire, aussi bien du côté de Tsimbazaza qu'aux abords d'Anosy. Un boycott du vote de la loi de finances est dans l'air. Une manière de faire monter les enchères pour deux institutions qui n'ont jamais caché leur appétit gargantuesque et qui ne veulent rien savoir des difficultés dues à la crise. Au contraire, le vote des textes précédents a toujours été accompagné d'un intéressement. Après des velléités d'amendement, les deux chambres les ont adoptés sans rien y toucher en deux temps trois mouvements.

On voit mal comment ce mouvement d'humeur des « sous doués » du Parlement pourrait ne pas être motivé par des questions alimentaires. Comme la Transition est prise à la gorge aussi bien par les Forces armées que par les Parlementaires, sa marge de manœuvre est très limitée. Le seul moyen de résoudre les problèmes et de se doter d'une stabilité est de se montrer extrêmement généreux à l'endroit de ceux qui détiennent son devenir entre leurs mains. Les enseignants, les médecins, les paramédicaux, les étudiants ne font pas partie de ce cercle restreint des privilégiés et peuvent tenir une année de grève sans se faire entendre.

Le Parlement n'est pas ainsi la seule institution à réclamer des avantages mirobolants en se moquant éperdument de la crise et des conséquences sociales qu'elle engendre. Dans une telle situation, ailleurs, les élus se sacrifient et travaillent de façon entièrement bénévoles. Une utopie, bien sûr, dans un pays où la Transition est la période la plus propice pour tout entreprendre, tout trafiquer sans se faire surprendre.

Et ce n'est pas tout. Le face à face entre les membres du gouvernement et ceux des deux chambres du parlement risque d'être musclé. Sentant l'atmosphère se détériorer avec une météo qui annonce une tempête, le Premier ministre a ainsi préféré atermoyer le rendez-vous prévu débuter hier. Une partie remise, un sursis de courte durée pour Omer Beriziky et ses ministres attendus de pied ferme par les mal aimés et non élus de Tsimbazaza et d'Anosy pour une fois unanimes devant une cause et prêts à renier leur chef, un sans- le- sou.

Source : <http://www.lexpressmada.com/3091-humeur/les-sous-doues.html>